

" A l'ouverture du centre, nous n'imaginions pas l'urgence du suivi psychologique "

A Pantin, Médecins sans frontières s'occupe chaque jour de jeunes déboutés de leur minorité



Lâcher son sac ne lui viendrait pas à l'esprit. Même assis à discuter, il le garde serré, comme si ses affaires le protégeaient des dangers. Abdulai, c'est une frimousse brune, des cheveux frisés et une masse de désespoir bien supérieure à ses 50 kilos. Un de ces gosses en errance, comme les villes françaises et européennes en modèlent, dans le silence général.

La différence entre ce jeune Malien et d'autres mineurs non accompagnés (MNA), selon le vocable administratif désignant ceux qui ont traversé seuls deux continents, c'est qu'Abdulai n'est pas prêt à vivre ce que Paris lui inflige. Parti de Bamako "*le sixième mois de 2015*", comme il le dit, il croyait que la France mettrait un point -final à sa détresse et effacerait les mauvais souvenirs de l'Algérie, du Maroc ou de l'Espagne. Au-jourd'hui, il souffre que sa situation se brouille, au point que son avenir devienne incertain.

Lorsqu'il a débarqué à Paris, le 28 décembre 2017, Abdulai était confiant. Quelques semaines plus tard, il a connu la plus grande déception de son voyage : le dispositif d'évaluation des mineurs isolés étrangers parisien a refusé de le reconnaître mineur. Depuis, Abdulai a connu la rue, avec "*la peur de tous ceux qui s'approchent la nuit*", l'aversion pour la saleté et l'angoisse du froid. "*J'ai mal à la tête parce que je suis pas tranquille à l'idée que je peux retourner à la rue*", explique-t-il, au chaud pour la journée, au 101, avenue Jean-Lolive à Pantin (Seine-Saint-Denis).

Depuis janvier, Médecins sans frontières (MSF) y accueille chaque jour une cinquantaine de jeunes pour un temps de répit, une visite médicale, une aide juridique. **La plupart de ceux qui viennent sont comme Abdulai, déboutés de leur minorité. " Ce sont des "ni-ni". D'un côté l'aide sociale à l'enfance les refuse, car majeurs ; de l'autre, comme ils ont des papiers de mineurs, le 115 ne les héberge pas, et nous peinons à les faire domicilier donc à leur faire récupérer l'Aide médicale d'Etat ",** qui permet aux sans-papiers de se soigner, regrette Laureen Cissé, la responsable du centre. Alors tous les jours, avec chaque jeune, elle tente de contourner les murs.

Pour Abdulai, il va encore falloir du temps. Les papiers nécessaires au juge ont été récupérés tant bien que mal au pays, et le garçon va faire appel de sa minorité. **En attendant, le centre MSF lui a trouvé des hébergeurs citoyens, grâce à la plate-forme Accueillons, en train d'être montée.** Un moyen de lui éviter de retourner à la rue. Mais cette situation a créé une nouvelle source d'angoisse... " *Cette famille est tellement gentille. Je suis si bien chez eux que j'ai très peur du moment où ils ne pourront plus me garder* ", glis-se-t-il, doucement, comme pour conjurer cette éventualité.

Subsistance quotidienne

Son inquiétude du lendemain s'ajoute au fardeau du passé que Mélanie Kerloc'h, psychologue MSF tente d'alléger. Elle et une confrère du Comité pour la santé des exilés (Comede), Laure Wolmark, suivent une trentaine de garçons, observant au quotidien les dégâts du déni de minorité dont ces jeunes se disent victimes. " *Ils sont nombreux à vivre très mal qu'une institution française assimile leur âge à un mensonge. Cette réponse adminis-trative équivaut à une remise en cause de leur identité et une - contestation de leur histoire* ", rappelle Mélanie Kerloc'h.

" *C'est comme si la France les lâchait. Et cela entre en résonance avec des trahisons antérieures* ", ajoute Laure Wolmark. Certains se sentent même " *envoyés à la mort sans secours dont ils ont pu être témoins sur la route. Cela réactive les expériences de déshumanisation qu'ils ont vécues* ", observe Mme Kerloc'h, très vigilante sur le risque de certains de vaciller à ce moment de leur périple.

" *A l'ouverture du centre, nous n'imaginions ni l'urgence du suivi psychologique nécessaire, ni le système kafkaïen face auquel nous nous trouvions pour nombre d'entre eux, traités encore moins bien que les migrants adultes par les institutions* ", rappelle Corinne Torre, la responsable France de MSF. L'humanitaire ne pensait pas non plus que 66 % des jeunes reçus en consultation médicale présenteraient des traces de tortures subies sur la route.

A ce passé trop lourd pour être digéré s'ajoute le poids de la lutte pour la subsistance quotidienne qu'Abdulai a connue. " *En trois mois ici, j'ai déjà pu voir comment la vie dans la rue grignote certains jeunes. Elle a un effet rapide sur eux. Physiquement déjà, ils sont en permanence en hyperactivité pour éviter les dangers, trouver un lieu où dormir en sécurité et des points de distribution pour pouvoir -manger. Souvent, on entend leur crainte d'une clochardisation* ", affirme Mélanie Kerloc'h. " *Ils savent que la rue peut les avaler...* ", résume Laure Wolmark.

M. B.

© Le Monde

◀ article précédent

article suivant ▶

La délicate prise en charge
des...

Une affaire européenne qui ne
s'arrête...